

B i b l i o t h è q u e
des
HISTOIRES

**Qu'est-ce
qu'une nation?**

Une histoire mondiale

par

PASCAL ORY

nrf
Éditions Gallimard

Bibliothèque des histoires

PASCAL ORY

QU'EST-CE
QU'UNE NATION ?

UNE HISTOIRE MONDIALE

nrf

GALLIMARD

Si les dénominations ne sont pas correctes, si elles ne correspondent pas aux réalités, le langage est sans objet. Quand le langage est sans objet, l'action devient impossible, et, en conséquence, toutes les entreprises humaines se désintègrent.

CONFUCIUS, cité par Simon Leys,
Une introduction à Confucius,
Académie royale de langue
et de littérature françaises de Belgique,
4 novembre 1995.

AFFAIRE PERSONNELLE

Voilà qui fera sourire les transcendants de la politique, ces infaillibles qui passent leur vie à se tromper.¹

Comme tous les lecteurs de ce livre, je me suis toujours fait une certaine idée de la nation. Né en un temps — dénommé « guerre froide » — où le choix politique paraissait se limiter à deux mondialisations, l'une « libérale », l'autre « socialiste », j'ai grandi dans un milieu — qualifions-le d'intellectuel — où triomphait le roman international, où John Lennon chantait « *Imagine there's no countries* ». Traumatisée par une guerre mondiale, bien décidée à construire une Europe unie et, sur cette lancée, une planète qui ne le serait pas moins, ma génération a mal lu certains mots, donc mal compris certaines choses. Après tout le plus grand texte normatif du siècle où j'étais né — la Déclaration universelle des droits de l'homme — l'avait été sous l'égide d'une *Organisation des Nations unies* ; après tout, la grande tragédie nationale de ma jeunesse — la guerre d'Algérie —, soldée par un patriote bon teint nommé Charles de Gaulle, avait eu pour acteur initial et principal un *Front de libération nationale*² ;

1. Ernest Renan, *Qu'est-ce qu'une nation ?* Toutes les épigraphes des chapitres de ce livre sont, à partir d'ici, empruntées à ce texte.

2. L'organe officiel du principal parti indépendantiste algérien au moment du déclenchement de l'insurrection, le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques

après tout, la grande mobilisation internationaliste de mon entrée dans l'âge adulte — la guerre du Viêt Nam — passait par le soutien à un *Front national de libération*. On pouvait m'objecter que ce n'était là que des mots ; j'étais obligé de répondre qu'on m'avait pourtant bien dit que c'était des principes — principe de souveraineté des peuples, principe de liberté, principe d'égalité... Si ce n'était que des mots, pourquoi alors n'en serait-il pas de même des mots *international, mondial, universel* ?

L'écriture de ce livre a commencé le 14 juillet 2018 à Tlemcen, Algérie. Mais son projet remonte un peu plus haut dans le temps. Pour être exact, à cinquante années plus tôt, à ce soir d'automne 1968 où, dans une chambre d'étudiant, une discussion animée avec des contemporains, militants nationalistes bretons, évidemment de gauche, voire d'extrême gauche — cette évidence était récente —, m'avait conduit à préciser une pensée jusque-là perplexe sur ce que je me risquais à appeler d'un mot guère usité à l'époque : une « identité ». Je la concevais alors au sens le plus individuel — le sens indiscutable —, chaque individu se définissant alors comme le point d'intersection de plusieurs plans d'identité collective. Je crois me souvenir que j'en distinguais cinq à la fin de la soirée : identité sexuelle (on ne parlait pas encore de « genre »), temporelle (dite rapidement — je viens de le faire — « génération »), économique (dite rapidement « classe sociale »), idéologique (religion comprise) et enfin spatiale — ce qui relativisait l'appartenance à un espace régional, déterminé, d'ailleurs, suivant les idéologies régionalistes, ici par le « sol », là par le « sang ». Ma conclusion, sur ce dernier point, était celle d'André Gide répondant, en 1898, à la théorie de l'*enracinement* inventée par Maurice Barrès : « Né à Paris d'un père uzétien et d'une mère normande, où voulez-vous, monsieur Barrès, que je m'enracine ? »¹. Le

(MTLD) de Messali Hadj, s'intitulait *La nation algérienne*. Son directeur, Hocine Lahouel, rejoignit le FLN.

1. *L'Ermitage*, février 1898.

national, dans cette représentation, appartenait à cette cinquième et dernière catégorie, ce qui m'amenait, au reste, à suggérer à mes interlocuteurs, plutôt goguenards, que cette modalité-là était encore loin d'être morte et enterrée : après tout, à cette date, les deux forces politiques dominantes dans mon pays natal n'étaient ni le gauchisme, minorité flamboyante dont j'étais environné, ni la social-démocratie, minorité discrète dont je me réclamaï, mais le gaullisme et le communisme, qui ne mettaient pas leur drapeau tricolore dans leur poche. Je n'avais pas encore rencontré le Baudelaire de *Mon cœur mis à nu*, posant l'« identité » — au sens originel d'identité — entre « liberté et fatalité » et que « cette identité, c'est l'histoire, histoire des nations et des individus »¹, qui m'aurait soutenu dans ma petite traversée du désert.

À partir de ce moment la « question nationale », comme on l'appelait dans les programmes d'histoire les plus désuets, devint une préoccupation personnelle, j'oserais même dire : une affaire personnelle. Tout m'y invitait. Nos maîtres de l'École des Annales — j'avais la chance d'étudier, à cette époque, dans un établissement fortement imprégné par elle — nous donnaient comme modèle professionnel absolu Marc Bloch. Je ne savais pas que j'aurais un jour l'honneur, un peu accablant, d'enseigner, pendant vingt ans, à la Sorbonne avec, en vis-à-vis de ma chaire, la plaque rappelant que ce collègue était mort en martyr, « fusillé par les Allemands » — les communistes auraient corrigé : « par les nazis ». On nous donnait à lire *Apologie pour l'Histoire ou Métier d'historien*, mais je me chargeais pour mon propre compte d'aller regarder aussi *L'étrange défaite*, un essai autobiographique pas vraiment dépassionné, écrit à la lumière de l'an quarante, sous le choc d'une violente commotion nationale. J'y découvrais que l'homme qui, dans le premier livre, s'attaquait, esprit critique à la main, à l'« idole des origines » en s'adressant à ses pairs était le même qui proclamait hautement, dans

1. Charles Baudelaire, *Mon cœur mis à nu*, in *Œuvres complètes*, t. I, Gallimard, « Pléiade », 1975, p. 707.

le second, s'adressant à tous ses concitoyens : « Il est deux catégories de Français qui ne comprendront jamais l'histoire de France : ceux qui refusent de vibrer au souvenir du sacre de Reims ; ceux qui lisent sans émotion le récit de la Fête de la Fédération. » J'ai le souvenir précis du moment, donc du lieu, où je lus cette phrase pour la première fois : elle me frappa comme une évidence. Que, de surcroît, un de nos maîtres parlât d'émotion, et sur cet objet, achevait de la rendre capitale. Un demi-siècle plus tard, sa récupération par l'extrême droite et la gêne qu'elle continue à susciter à l'extrême gauche conforteraient ma première impression : Bloch avait tout compris.

En consacrant, vers la fin des années 1970 — on verra plus tard que cette date n'est pas innocente —, ses derniers efforts à une enquête sur *L'identité de la France*, Fernand Braudel, tuteur peu contesté de la deuxième génération des *Annales*, brisa un tabou, et troubla certains de ses lecteurs. Le livre ainsi intitulé parut en partie posthume et, surtout, totalement inachevé. Bien entendu, ce redoutable patron n'était guère disposé à reconnaître qu'il changeait de paramètres — et encore moins, comme il se doit, ses disciples proches, paralysés par la « politique des auteurs » chère à la Nouvelle Vague, qui postule la cohérence et l'immarcescibilité du maître, de ses origines à son déclin. Mais j'ai une raison là aussi toute personnelle d'insister sur cette dénégation révélatrice : le seul moment où je pus dialoguer, et pendant plusieurs heures, avec lui, ce fut sur ce sujet. C'était en 1984, dans le cadre de la préparation d'un colloque, pionnier et bien oublié, sur « L'identité française », initié par un club socialiste². Comme on dit dans *Les contrebandiers de Moonfleet*, « la leçon fut profitable ». Quand, lors d'une séance préparatoire du colloque, j'avançai l'hypothèse, en bon lec-

1. Léon Poliakov en sut quelque chose, lors d'un entretien peu connu mais dont il garda le verbatim, daté du 8 février 1965 (Léon Poliakov, *Mémoires*, Jacques Grancher, 1999, p. 208 et pp. 257-258 : cette édition complète et enrichit la première, plus connue du public sous le titre *L'auberge des musiciens*, où cet entretien ne figurait pas).

2. Espaces 89, dont l'animatrice était Françoise Castro. J'étais l'un des organisateurs du colloque, avec Martine Storti et Jacques Tarnero. Il fit l'objet d'une publication (*L'identité française*, Tierce, 1985).

teur du Marc Bloch des *Rois thaumaturges*, que s'interroger sur l'identité d'une nation nécessitait de mobiliser, au-delà de *l'espace* et des *hommes*, le politique et — nouveau mot, dont je commençais à faire mon étoile¹ — le « culturel », y compris sous sa forme religieuse, Braudel me renvoya sarcastiquement au « baptême de Clovis », et on en resta là. Il l'avait dit à Poliakov, près de vingt ans plus tôt : il avait un passé de « nationaliste » d'avant la guerre, transformé par celle-ci en *habitus* de « citoyen du monde » ; moyennant quoi il en concluait qu'un thème comme celui de l'antisémitisme n'avait pas de place « chez lui »². Cet après-midi-là de 1984 je compris que poser la question de l'identité nationale dans les termes à mes yeux les plus pertinents n'avait pas non plus de place chez lui, et qu'il me faudrait attendre patiemment qu'une génération passât.

Le colloque eut lieu, en mars 1985. Parmi les participants, outre Braudel : Élisabeth Badinter, Jean-François Bizot, Jean-Denis Bredin, Pascal Dibie, Marguerite Duras, Alain Finkielkraut, Élisabeth de Fontenay, Françoise Héritier, Laurent Joffrin, Daniel Lindenberg, Élise Marienstras, Sami Naïr, Claude Nicolet, Michel Serres et Pierre-André Taguieff. En en relisant les actes, pour ce livre et pour la première fois, je me suis découvert avec surprise défendant, comme ici, que la « gauche a successivement inventé la nation et l'internationalisme » et que le national « est fondé sur des valeurs universelles, c'est-à-dire universalisables ». Dans la foulée j'avais aussi quelques énormités auxquelles je crois toujours — et, à vrai dire, avec le recul, plus que jamais —, à savoir que « l'Occident est à gauche » (et pas seulement sur la carte), ou que « la république est nationale, la démocratie, internationale ». En revanche je m'y révélais plus convaincu que je ne le serais trente-cinq ans plus tard de la « mort lente des

1. *L'entre-deux-Mai. Histoire culturelle de la France, mai 1968-mai 1981* (Le Seuil, 1983), se voulait, sur ce plan, un essai pionnier, couvrant la période 1968-1981. Il fut repris et actualisé en 2018 (*L'entre-deux-Mai. La crise d'où nous venons, 1968-1981*, Éditions Alma).

2. La phrase précise, notée par Poliakov le soir même de l'entretien, est plus vive : « Tant que vous vous occuperez d'antisémitisme, vous n'avancerez pas chez moi. » Cf. Guillaume Erner, « La faute à la conjoncture : Braudel et l'antisémitisme », *Quaderni*, 2003, pp. 21-27.

identités nationales » et du progrès, non moins lent, vers une identité européenne¹. Quant à Braudel — les affirmations précédentes furent exprimées dans le débat où il venait d'intervenir —, il allait accorder un entretien au journal *Le Monde*² dans lequel il n'hésiterait plus à dire que le « thème de l'identité française s'impose à tout le monde », que « pour un historien il y a une identité de la France », qu'« il y a donc dans l'identité de la France ce besoin de concentration, de centralisation, contre lequel il est dangereux d'agir ». Et Braudel de marteler : « Ce qui vous suggère que je ne vois pas la décentralisation d'un œil tout à fait favorable »³ et, pour tout dire : « Je ne veux pas qu'on s'amuse avec l'identité. » J'ignorais qu'en fait il avait programmé de consacrer le troisième tome de son livre précisément aux trois entités dont il sera essentiellement question ici : *État, Culture, Société*. J'ignorais, a fortiori, qu'il allait mourir huit mois plus tard — au moment précis où parurent les actes du colloque —, et qu'il n'écrirait jamais le tome en question.

La génération de Braudel passa donc, et l'Histoire avec elle, plus violemment encore, entre chute de Saïgon et chute du Mur, ces quinze années où s'est édifié le monde qui est encore le nôtre au moment où j'écris ces lignes. Au reste, quand eut lieu cet entretien, cela faisait déjà dix ans que j'étais guéri de toute timidité sur le chapitre. À la rencontre de Marc Bloch s'était ajoutée dans le passé celle d'Ernest Renan et dans le présent celle de Pierre Nora. Le premier avait apporté sa réponse à la question⁴ dans une conférence restée fameuse, tenue en Sorbonne le 11 mars 1882. On la lisait de mon temps comme une défense et illustra-

1. Pascal Ory, « Nation et internationalisme », in *L'identité française*, Tierce, 1985, pp. 148-152.

2. *Le Monde*, 24-25 mars, entretien avec Michel Kajman.

3. Plus nettement encore, dans son intervention au colloque : « Sans Paris nous sommes à moitié exclus du monde » (*L'identité française, op. cit.*, p. 139).

4. La formulation « Qu'est-ce qu'une nation ? » est déjà, presque un siècle auparavant (1792), celle de Jean-François Lambert, avocat des pauvres et adversaire des Jacobins : *Qu'est-ce qu'une nation, un corps politique, un État ?* On ne se privera pas de citer la suite du titre de ce mince volume : *Où l'on prouve, d'après les principes et l'expérience des siècles, qu'une seule génération ne doit pas usurper ces noms, et s'en prévaloir pour tout bouleverser et pour tout détruire sans aucun égard pour la postérité.*

tion de la conception française de la nation, « plébiscite de tous les jours », face à la conception allemande qui justifiait l'annexion de l'Alsace-Moselle par les déterminismes de la Science moderne¹. Ce n'était pas inexact, mais tout à fait insuffisant, à l'instar d'une information passée à peu près inaperçue² jusqu'à aujourd'hui : ce texte auquel il accordait une grande importance (« j'en ai pesé chaque mot avec le plus grand soin »)³, Renan, loin de le réserver chauvinement à ses compatriotes, l'avait testé cinq années plus tôt, sous l'égide de Spinoza, devant un public étranger — néerlandais — dont il se sentait proche — sa femme était de cette nationalité — et dans un pays dont il faisait un modèle de ce qu'il entendait démontrer⁴. J'y découvrais aussi que, contrairement à ce que continuent à penser ceux qui n'ont pas lu ce court texte de trente petites pages in-octavo, il n'en tirait aucune conclusion nationaliste, ne serait-ce que parce qu'il était le premier à relativiser ce que ma génération se plairait à appeler le roman national (« l'oubli, et je dirai même l'erreur historique, sont un facteur essentiel de la création d'une nation ») et, même, à prophétiser la disparition des nations de son temps au sein d'un ensemble plus large : « Les nations ne sont pas quelque chose d'éternel. Elles ont commencé, elles finiront. La confédération européenne, probablement, les remplacera » : on voit que, sur ce sujet, Renan était plus optimiste que les intellectuels européens du XXI^e siècle commençant. On ne sera pas autrement étonné que cette brochure, qui avait marqué les années 1880, ait suscité une lecture attentive un siècle après, comme en

1. On avancera ici l'hypothèse que la métaphore bonapartiste du « plébiscite » convenait tout à fait à l'ancien opposant rallié qu'était devenu Renan à la fin de l'Empire, jusqu'à être candidat du « Tiers-Parti » aux élections législatives de 1869 — fait peu connu.

2. Exception : Nicolas C.F. Van Sas, « La nation néerlandaise au dix-neuvième siècle : mythes et réalités », in Pim Den Boer, Willem Frijhoff (dir.), *La France et les Pays-Bas*, Amsterdam University Press, 1993. Notons que cet ouvrage, fondé sur un colloque tenu à l'Institut néerlandais de Paris en 1991, peut être considéré comme le premier écho hors de France à l'entreprise initiée par Pierre Nora.

3. Préface à l'édition des *Discours et conférences*, 1887.

4. Les deux conférences néerlandaises sur la nation eurent lieu à Leyde et à Rotterdam en 1877, dans le cadre de la commémoration — nationale — du bicentenaire de la mort de Spinoza. Renan était, par ailleurs, un ami personnel de la reine des Pays-Bas, Sophie de Wurtemberg. Il lui rendit hommage à sa mort, dans la *Revue des deux mondes*.

témoignent le nombre et la qualité de ses éditeurs de 1991 (Philippe Forest), 1992 (Joël Roman), 1996 (Raoul Girardet) ou 2011 (Shlomo Sand). Toutes éditions postérieures à 1989 : autant de petites répliques, au sens sismique, de la chute du Mur de Berlin.

Quant à Pierre Nora, toute son œuvre témoignait pour une synthèse entre une exigence critique nourrie, entre autres, des apports de Michel Foucault et un questionnement inquiet et passionné, dès son premier livre¹, à l'adresse du « cher et vieux pays » de Charles de Gaulle². Ce n'est assurément pas tout à fait un hasard si l'une de ses principales études allait être consacrée à Étienne Pasquier, à la fois historien et magistrat, attaché à restaurer l'unité d'un pays en proie à la guerre civile, et dont il reprendrait plus tard le titre de l'ouvrage majeur, *Recherches de la France*³, pour jalonner le passage « du roman national à la culture de masse ». Rien d'étonnant à ce que dans le *Dictionnaire critique de la Révolution française*, dirigé par François Furet et Mona Ozouf, il ait été en charge, entre autres, de l'article « Nation ». L'éditeur, en 1974, de *Faire de l'histoire*, qui peut être lu comme un monument à une école historique française assez éclectique pour réunir un Pierre Vilar et un Paul Veyne, devenait aussi sous mes yeux l'auteur (au sens plein de l'*auctor* : augmentateur, initiateur, inventeur) des *Lieux de mémoire*. La participation, dès la première séance (1978), au séminaire qui structura le projet, dans un processus de création collective assez remarquable et, à sa manière et à cette époque, unique, puis, par voie de conséquence, à l'entreprise éditoriale qui en sortit, acheva de me convaincre de ce que je n'étais pas le seul à penser que l'exercice de « déconstruction » à quoi se ramenaient alors les contributions les plus remarquées à l'analyse du national posait plus

1. Pierre Nora, *Les Français d'Algérie*, Christian Bourgois, 1961. Au moment de sa réédition, en 2012, son auteur en fera la « matrice de [sa] réflexion sur l'identité française qui allait [le] conduire aux *Lieux de mémoire* » (*L'Obs*, 19 décembre 2012).

2. Début de la péroration du discours radio-télévisé du 29 janvier 1960, prononcé face à l'insurrection algéroise des « Barricades » : « Eh bien ! mon cher et vieux pays, nous voilà donc, encore une fois, ensemble devant une lourde épreuve... ».

3. Pierre Nora, *Recherches de la France*, Gallimard, 2013.

de questions qu'il n'en résolvait. Par un effet de perspective à vrai dire assez saisissant les sept volumes des *Lieux de mémoire*, regroupés en trois tomes voués respectivement à *La République*, *La Nation* et *Les France*, loin de diluer la fameuse identité dans l'extrême diversité des quelque cent trente lectures proposées, conféraient à ce qui, du coup, prenait plutôt un air de « composition française » une richesse et une complexité dont ne pouvaient rendre compte les seules notions de roman ou de mythe.

Cette expérience d'intelligence collective allait générer chez le disciple deux longues séries de textes et de séminaires. Le premier livre de la première série, *Une nation pour mémoire*, analyse croisée des trois grandes commémorations, en France, du centenaire, du cent-cinquantenaire et du bicentenaire de la Révolution, publié en 1992¹, s'ouvrait ainsi sur un « prologue » en forme de manifeste, assorti de petites insolences². Je plaçais tout l'ouvrage sous l'égide de cette « révolution européenne de 1989 » par laquelle l'Occident venait juste d'entrer « presque à l'improviste, dans le XXI^e siècle » et qui forçait ledit Occident à redécouvrir l'« intérêt de ce poncif du XIX^e ». Après quoi on peut relire une bonne partie des ouvrages de l'auteur, du *Dictionnaire des étrangers qui ont fait la France* à *De Gaulle ou L'ordre du discours* en passant par *La France allemande*, comme autant de « recherches de la France », à la condition de préciser que, par principe, lesdites recherches ne pouvaient pas se limiter au pays où le hasard l'avait fait naître. Les séminaires, dont je commençais à prendre la responsabilité dans les années 1980, servirent à cet élargissement, structuré sur un constant souci de comparatisme. Le premier, ouvert en 1987 à l'Institut d'études politiques de Paris et déjà placé, non sans provocation, sous l'égide de la formule de Renan, fut accueilli

1. Pascal Ory, *Une nation pour mémoire. Trois jubilés révolutionnaires, 1889-1939-1989*, Presses de la FNSP, 1992.

2. Incipit de l'ouvrage : « Qu'est-ce qu'une nation ? Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le primat du social sur le national avait rendu obsolète ce questionnement, sans lequel, pourtant, l'histoire des trois quarts de l'humanité depuis plus d'une centaine d'années, placée sous le signe de la libération nationale, perdait une bonne partie de sa signification. »

avec un scepticisme poli par quelques collègues, et choisi, non sans parfois une certaine ferveur, par des étudiants que ce non-conformisme attirait¹. Sans doute n'y avait-il pas à l'époque en France beaucoup de lieux où l'on pouvait parler à la fois du Kosovo et du Kurdistan, analyser le mythe national suisse ou s'interroger sur le sens du nationalisme corse. On ne sera pas autrement surpris de noter que, parmi tous ces étudiants, la proportion des inscrits d'origine étrangère fut toujours assez remarquable.

Avec le temps, le lieu du questionnement allait migrer vers le Centre de recherches historiques de l'École des hautes études en sciences sociales puis le séminaire se structurer en cours de Sorbonne, dans la salle placée, on l'a vu, sous le vocable de Marc Bloch. Chemin faisant, la conjoncture internationale — au sens le plus strict de l'adjectif — allait constamment enrichir cette problématique, et, à plusieurs reprises, le séminaire migrer jusqu'à l'Institute of French Studies de New York University — qui acceptait, à cette occasion, que son enseignant fit travailler ses étudiants américains un peu sur la France, assurément, mais tout autant sur la Chine ou le Brésil, la Turquie ou l'Afrique du Sud. Il n'était plus nécessaire, comme en 1987, d'argumenter sur l'actualité du thème « par-delà les apparences » : la chute du Mur, la fin de l'empire soviétique, l'éclatement de la Yougoslavie s'en chargeaient à ma place.

C'est de cette réflexion opiniâtre, nourrie par une actualité récurrente, que, trente ans après l'ouverture du premier séminaire et plus de cent trente après la conférence de Renan, est né l'essai d'histoire et de théorie politiques — de théorie parce que d'histoire — qu'on va lire. Il tentera de répondre en termes du XXI^e siècle à la vieille question du XIX^e. La réponse sera, autant que faire se peut, synthétique. Elle considérera la nation en ses principes, en sa poétique et

1. Parmi les étudiants qui suivirent ce séminaire figurèrent quelques personnalités atypiques, tel, dès 1988, le futur homme politique Pierre Larrourou ou le futur universitaire Ignasi Ribó, théoricien de l'« *habitat-nation* ».

en sa politique. Mais, pour apporter une réponse mondiale à la question nationale, cette synthèse aura besoin de retourner sans cesse, justement, sur le terrain propre à chaque nation. On prendra donc chacune des courtes études de cas qui jalonnent ce chemin comme autant de fables, non au sens d'un mensonge ou d'une illusion mais en référence à ce genre narratif spécifique dont on sait qu'on pourrait le définir comme un récit avec une morale au bout. Ainsi serait-il redonné à chaque aventure nationale sa couleur propre et son interprétation spécifique, mais aussi sa signification la plus générale. On doit bien ça à l'aventure suisse comme à l'épopée turque, au drame rwandais comme à la tragédie israélienne.

INTRODUCTION

Cette obstination des nations à ne pas mourir

Nous avons chassé dans la politique les abstractions métaphysiques et théologiques.

Il reste l'homme, ses désirs, ses besoins.

Il y a bien des manières de se tromper. L'erreur de perspective, qui, comme son nom le suggère, est à la fois affaire d'espace et de temps, est l'une des maladies professionnelles les plus courantes chez les militants politiques, les idéologues et — bien entendu — les historiens.

SENS DE L'HISTOIRE

L'Histoire avait un sens, un sens éclatant, l'après-midi du 30 avril 1975, quand le dernier président de la République du Viêt Nam, Duong Van Minh, alias « le Grand Minh », annonça la dissolution de ladite République et, par voie de conséquence, la réunification des deux Viêt Nam, mais surtout la défaite du plus puissant État occidental devant une coalition dirigée par un parti communiste. De ce sens il ne restait plus que des ruines quinze ans plus tard, le soir du 9 novembre 1989, ruines d'un mur, d'un système politique,

d'une représentation du monde. Entre ces deux dates, l'irrésistible déclin du sens ancien aura été mesurable sur de multiples plans, mais aucun n'aura été plus significatif que celui du rapport à la nation. Là est la pierre de touche du mouvement historique, et ce fut une histoire mondiale.

Zénith du progressisme

L'univers qui s'est effondré si vertigineusement avait pris forme en 1945, année de la défaite des deux grands impérialismes nationaux — l'allemand et le japonais — qui, cinq ans plus tôt, volaient de victoire en victoire. Mais la confrontation entre 1975 et 1989 autorisait les observateurs soucieux de lire l'histoire mondiale sous l'angle des grands enjeux idéologiques à remonter plus haut et à y voir le parachèvement d'un destin commençant en 1917, moment fondateur de ce qu'on pourrait appeler une histoire soviétique du mouvement ouvrier. Dès lors, pourquoi s'arrêter en si bon chemin ? Cette histoire soviétique elle-même était porteuse d'une lecture des temps qui puisait dans le marxisme la possibilité de découvrir dans le siècle des Lumières — moment des premières « révolutions bourgeoises », de l'anglaise à la française en passant par l'américaine — les linéaments d'un mouvement en profondeur qui ne s'arrêterait plus jusqu'au triomphe de la variété sociale et internationale de ladite révolution. Les infrastructures de celle-ci étaient supposées ressortir à l'économie mais on percevait bien, plus ou moins confusément, que leur structure ultime était téléologiquement, donc théologiquement, chrétienne. Léniniste, marxiste, social-démocrate ou libéral, c'est tout un messianisme sécularisé qui, depuis l'entrée dans ce qui, du coup, prenait figure de modernité politique, affirmait d'emblée que le destin humain était orienté vers une fin des temps en forme de jugement des hommes, d'où les Justes sortiraient justifiés. Ainsi depuis deux mille ans prêchait-on en Occident un progrès, dont changeait seulement la qualification du Juste : juif pieux, bon chrétien, libéral humaniste, prolétaire

organisé. Rien n’objectait à ce que la chute de Pnomh Penh puis de Saïgon prît à son tour sa place sur un chemin intellectuellement si bien ordonné et moralement si réconfortant.

Le progressisme — le mot apparaît dans la sphère française au milieu du XIX^e siècle mais la chose remonte pour le moins au siècle des Lumières et trouva son théoricien le plus systématique en la personne de Hegel — n’est donc pas une idéologie politique mais une religion historique. Le progrès qu’il pose comme moteur de l’Histoire emporte dans son mouvement positif la totalité des activités humaines. À cette lumière la courte période de temps — une trentaine d’années — qui aura couru de la fin de la Seconde Guerre mondiale à la fin de la guerre du Viêt Nam peut apparaître comme l’apothéose de ce sentiment progressiste du temps dans lequel communiaient les trois téléologies dominantes de cette époque — la chrétienne, la libérale et la marxiste. Le chrononyme « Trente Glorieuses » a été forgé à la fin des années 1970¹ à l’échelle de la France et à partir d’un terrain fondamentalement économique. On a déjà proposé ailleurs d’en généraliser — au politique et au culturel — et d’en mondialiser — au-delà des frontières géopolitiques de la guerre froide — la signification². Cette période aura été celle où aura triomphé, et sur tous les plans, du plus technologique au plus esthétique, de la philosophie à la musique, des arts plastiques à la cuisine, le paradigme révolutionnaire. Rien d’étonnant à ce que la métaphore la plus répandue — empruntée dès le XIX^e siècle et pas par hasard à l’univers de la guerre³ — ait été celle de l’« avant-garde », commune à la théorie léniniste en politique et à la théorie moderniste en culture.

1. Jean Fourastié, *Les Trente Glorieuses, ou la révolution invisible de 1946 à 1975*, Fayard, 1979. Sur le chrononyme en question : Pascal Ory, « Les Trente Glorieuses », in Dominique Kalifa (dir.), *Les noms d’époque*, Gallimard, 2020.

2. Cf. Pascal Ory, *L’entre-deux-Mai*, op. cit (Le Seuil, 1983), et divers autres textes de l’auteur sur la notion de « Révolution de 1975 », dont *Le Débat*, 160, mai-août 2010.

3. On connaît mieux aujourd’hui les sarcasmes dont, dans son for intérieur (*Mon cœur mis à nu*, XXIII, in O.C. I., op. cit., pp. 690-691), Baudelaire accablait les « littérateurs d’avant-garde » : « ces habitudes de métaphores militaires dénotent des esprits non pas militants, mais faits pour la discipline ».

Les deux grandes inventions idéologiques du XIX^e siècle — le socialisme et l'anarchisme — avaient eu en commun un projet de dépassement de la nation dans l'international. L'idée avait mis une cinquantaine d'années à se cristalliser, entre la « Grande Nation » française des années 1790¹ et les révolutions européennes de 1848. La formulation — testée par Jeremy Bentham en 1780 — allait, quant à elle, s'imposer pendant la décennie allant de 1855 (Exposition internationale de Paris) à 1864 (Association internationale des travailleurs). Un demi-siècle plus tard, à partir de l'installation au pouvoir des bolcheviques russes, l'internationalisme allait devenir l'une des structures intellectuelles les plus dynamiques, et souvent les plus mobilisatrices, à travers le monde, des gauches radicales, auxquelles il permettait de se distinguer des gauches plus modérées — démocratiques voire sociales-démocrates — qui ne faisaient pas leur deuil du patriotisme. On a répété à l'envi la citation du Jaurès de *L'armée nouvelle* (1911), en occultant souvent la seconde phrase : « Un peu d'internationalisme éloigne de la patrie ; beaucoup d'internationalisme y ramène. Un peu de patriotisme éloigne de l'Internationale ; beaucoup de patriotisme y ramène. » On oublie plus encore cette proclamation solennelle, en 1893, des marxistes du Parti ouvrier français, parmi lesquels Jules Guesde et Paul Lafargue : « On ne cesse pas d'être patriote en entrant dans la voie internationale qui s'impose au complet épanouissement de l'humanité, pas plus qu'on ne cessait à la fin du siècle dernier d'être provençal, bourguignon, flamand ou breton en devenant français. Les internationalistes peuvent se dire, au contraire, les seuls patriotes, parce qu'ils sont les seuls à se rendre compte des conditions agrandies dans lesquelles peuvent et doivent être assurés l'avenir et la grandeur de

1. Rappelons ici la déclaration solennelle de la délégation des révolutionnaires d'Avignon, le 26 juin 1790, devant l'Assemblée nationale, au début du processus qui se terminera par la toute première conquête territoriale assumée par la jeune Révolution française : « Oui, nous osons le prédire, et peut-être le temps n'en est pas éloigné, le peuple français donnera des lois à l'univers entier, et toutes les nations viendront se réunir à lui, pour ne plus faire de tous les hommes que des amis et des frères. » Où l'on voit déjà que le national n'est pas seulement universel : il peut être mondial.

la patrie, de toutes les patries, d'antagoniques devenus solidaires. »

La révolution d'Octobre, et ce fut son rôle historique, dépassa ce stade virtuel et offrit aux regards comme aux corps une expérience en « conditions agrandies » qui redonnait vie à l'utopie radicale, si ébranlée par le ralliement majoritaire, en 1914, des socialistes européens aux multiples déclinaisons — nationales — de l'Union sacrée. La révolution bolchevique, elle, assumait d'emblée son internationalisme en mettant fin sans tarder à la guerre étrangère — même si c'était pour mieux remporter la guerre civile —, et, parachevant l'édifice, posait les bases d'un type inédit d'institution politique, dont le projet était bien résumé par le nom adopté le 30 décembre 1922, à l'issue de la guerre civile en question, par ceux qui en étaient les vainqueurs.

L'« Union des républiques socialistes soviétiques » proclamait en effet aux yeux du monde la possibilité immédiate d'un État sans délimitation territoriale et donc supposé par là déjà internationaliste dans son essence. Cette affirmation était aussi en soi un projet : c'est, en effet, la planète tout entière qui était appelée à devenir un jour une Union de républiques socialistes soviétiques¹. Là était bien l'eschatologie bolchevique. L'ambition d'un tel projet ne pouvait manquer de séduire bien des esprits cléricaux. L'évolution du jeune mouvement surréaliste, passé en 1930 « Au Service de la Révolution », n'était qu'un exemple, particulièrement coloré mais loin d'être unique, de ce que la religion culturelle, nourrie de progressisme dans le temps et d'universalisme dans l'espace, pouvait aisément calquer son discours sur celui de l'internationalisme politique.

À l'issue de la Seconde Guerre mondiale la chute finale du III^e Reich et de ses alliés, traduite comme défaite des adversaires de l'humanisme chrétien (interprétation démocrate-chrétienne), de l'esprit des Lumières (interpré-

1. Sept ans plus tard le pape lui-même ne put obtenir mieux que la reconnaissance internationale d'un « État du Vatican » : monarque absolu — encore aujourd'hui — mais pas d'une Église de plus d'un milliard d'âmes : d'une colline de quarante-quatre hectares.

tation libérale) et de l'internationalisme prolétarien (interprétation communiste), donnait à la période ouverte par elle sa tonalité dominante. De cette ordalie — scène classique du mythe intellectuel — modèle 1945 il paraissait facile de nommer les vaincus : religion, tradition, assurément, mais nation plus encore. L'internationalisme était supposé avoir fait un pas décisif en avant avec l'instauration des démocraties populaires, suivie par la victoire de Mao Zedong sur le nationaliste Tchang Kaï-chek. L'alignement de Cuba puis d'un nombre croissant d'États du tiers-monde sur le modèle soviétique, de l'Angola au Yémen du Sud, colorait une partie du mouvement dit de décolonisation d'une vive couleur léniniste. 1975 confirmait d'autant plus 1945 que le triple basculement du Viêt Nam, du Cambodge et du Laos dans l'univers léniniste pouvait être rapproché de celui qui, au même moment, voyait trois États d'Europe occidentale liquider une expérience au sens strict du mot « réactionnaire » : révolution des Œillets au Portugal (avril 1974), chute du régime des colonels grecs (juillet 1974), enfin mort de Franco (novembre 1975), ouvrant sur la destruction, par étapes, du régime qu'il avait instauré dans les années 1930. Que tout cela fût une affaire entendue, on en voulait pour preuve que ce qui se passait chez les libéraux eux-mêmes, où la perspective d'une accélération de la « mondialisation »¹ technologique, économique et culturelle paraissait être à la fois la cause et la conséquence d'une extension du libre-échange qui, de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) de 1947 à l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) de 1967 en passant par la Communauté économique européenne (CEE) de 1957, donnait le ton de la relation économique entre États libéraux.

1. Le mot existait en français dès le début du xx^e siècle mais il fut rarement utilisé. Il apparut en anglais (*globalization*) vers 1930. Son usage fut relancé par un professeur américain de marketing, Theodore Levitt, en 1983, donc vers la fin de la guerre froide.

Nadir de la nation

Puisque l'Histoire avait un sens, l'historiographie s'empressa de s'aligner sur une direction si assurée. Les historiens, les sociologues, les anthropologues du mouvement ouvrier, ceux des luttes anticolonialistes, confondus rapidement avec les héritiers de la *Kulturkritik* initiée par l'École de Francfort ou encore les adeptes de la *French Theory*, privilégiaient la déconstruction des objets de la culture et de la politique établies. Aux côtés du sujet ou du genre, de la figuration plastique ou de la tonalité musicale la nation figurait en bonne place comme objet « socialement construit ». Des formulations ad hoc voyaient le jour : « mythe national » eut d'abord un certain succès¹. Quand il apparut de plus en plus nettement que le concept de mythe, ici comme ailleurs, n'était affectable d'aucun jugement de valeur péjoratif — pas de collectivité sans mythe : on y reviendra —, il parut plus efficacement remplacé par celui de « roman national ». Mais les circonstances de la cristallisation du terme dans l'espace intellectuel français indiquent déjà que l'usage ne pouvait pas en être exclusivement péjoratif. Chez Pierre Nora² clôturant ses *Lieux de mémoire*, comme ensuite chez Paul Yonnet³ — qui s'en sert dans une perspective polémique —, la notion reste fonctionnelle : d'un point de vue culturaliste ledit roman n'est ni vrai ni faux, ni inauthentique ni mystificateur ; il est simplement utile aux institutions se réclamant de la nation — à commencer par les États —, au même titre que le sont tous les autres romans sociaux, qui à la fois produisent et sont produits par le groupe social qu'ils identifient : roman ouvrier, roman paysan, roman colonial, roman

1. En France une enseignante, Suzanne Citron, s'attaqua en 1987 aux programmes et manuels d'histoire de l'enseignement général, pourvoyeurs desdits mythes (*Le mythe national : l'histoire de France revisitée*, Éditions ouvrières, 1987 ; deux rééditions actualisées en 2008 et 2017).

2. Pierre Nora (dir.), *Les lieux de mémoire*, Gallimard, t. III, vol. 3, *De l'archive à l'emblème*, 1992, p. 1008.

3. Paul Yonnet, *Voyage au centre du malaise français. L'antiracisme et le roman national*, Gallimard, 1993.

décolonial, etc. Reste que le débat allait se saisir de ces armes pour entretenir sa guerre autour du national, et généralement contre lui¹.

Avec le recul de quelques années trois noms, associés à trois œuvres, se distinguèrent nettement, donnant chez les historiens le ton de la lecture critique du national, s'échelonnant ensuite de la thèse de l'enchantement à celle de la manipulation. Cette lecture resta prédominante dans l'intelligentsia occidentale jusqu'aux premières années du XXI^e siècle, à l'instar de cette lumière qui continue à briller aux yeux de l'observateur lointain alors même qu'elle provient d'une étoile morte. Ces trois œuvres doivent leur légitimité à la richesse de leur documentation, à la perspective planétaire (*global*) qui est celle de leurs auteurs et à la capacité qu'ont ceux-ci à imposer — *pro* ou *contra* — les termes d'un débat là où se situa désormais le forum : les campus anglo-américains — d'où, au reste, la marginalité de voix un peu divergentes, comme celle d'un Anthony D. Smith², un des rares sociologues à parler à cette époque en termes d'ethnicité et de symbolisme.

L'apport intellectuel le plus lourdement lesté fut celui de Benedict Anderson et d'Ernest Gellner, dont les ouvrages de référence parurent la même année 1983³. Le livre du troisième contributeur, Eric Hobsbawm, sortit, lui, après la chute du Mur — 1990⁴ — mais son contenu avait été pour l'essentiel testé, sous la forme d'une série de conférences, dans le

1. Dans l'abondante bibliographie de la critique marxiste du national citons au passage le nom du Français Pierre Fougeyrollas (*La nation*, Fayard, 1987), dont la synthèse récapitule tout le système interprétatif, à la veille de son effondrement — effondrement dont l'œuvre finale de l'auteur, rallié à un post-modernisme d'inspiration freudienne, se fera ensuite l'écho (*Vers la nouvelle pensée. Essai postphilosophique*, L'Harmattan, 1994).

2. Aucun de la douzaine d'ouvrages que Smith a consacrés à la question nationale n'a été traduit en français. Au reste sa chaire, tout comme l'association qu'il a créée, « For the Study of Ethnicity and Nationalism », se situait non dans une université mais à la London School of Economics.

3. Benedict Anderson, *Imagined Communities : Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, Londres Verso, 1983, trad. fr. *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, La Découverte, 1996. Ernest Gellner, *Nations and Nationalism*, Cornell University Press, 1983, trad. fr. *Nations et nationalisme*, Payot, 1989.

4. Eric J. Hobsbawm, *Nations and Nationalism since 1780. Programme, Myth, Reality*, Cambridge University Press, 1990, trad. fr. *Nations et nationalisme depuis 1780. Programme, mythe, réalité*, Gallimard, 1992.

cadre des Wiles Lectures de l'Université de Belfast, en 1985. 1983, 1985 : il n'est pas interdit de voir dans cette contemporanéité le témoignage d'une inquiétude montante devant un sens de l'Histoire qui vacille. Il l'est d'autant moins que ces trois auteurs ont, au minimum, un autre point commun : une biographie intrinsèquement internationale, qui les a rendus sensibles au phénomène nationaliste et les a portés à des engagements internationalistes, par ailleurs d'intensités et d'idéologies variées. « Toute histoire digne de ce nom (*vera storia*) est toujours contemporaine », a dit Benedetto Croce ; la science sociale ne l'est pas moins. Ces tenants du collectif étaient aussi — comme celui qui écrit ces lignes et comme celle ou celui qui les lit — des individus déterminés par leur milieu. Le moins militant des trois est Anderson, issu d'une famille anglo-irlandaise mais né en Chine et mort en Indonésie, l'Asie du Sud-Est ayant été, du début à la fin, son principal terrain d'enquête empirique, considéré sous l'angle des cultures politiques¹. Gellner et Hobsbawm appartiennent quant à eux à la grande diaspora des victimes de l'antisémitisme nazi. Le premier est né à Paris, a vécu dans la Tchéquie de ses parents avant la Seconde Guerre mondiale et, ayant fait le choix initial de la philosophie, s'était peu à peu orienté vers l'anthropologie sociale et, à ce titre, fait reconnaître dans le monde académique, tout comme Anderson, une expertise sur un terrain extra-occidental, la société musulmane, principalement maghrébine². Le second, né à Alexandrie d'Égypte et grandi à Vienne puis à Berlin, avait, comme les deux précédents, trouvé dans le Royaume-Uni à la fois le lieu de la liberté intellectuelle et celui de la mise à distance critique par rapport aux tragédies du siècle mais pour en déduire un engagement communiste strictement orthodoxe, stalinisme compris, n'hésitant pas à rester fidèle, jusqu'à sa mort (2012), à ce qu'il appela lui-même le « rêve de la révolution d'Octobre ». Lire ou relire ces livres avec un

1. Benedict Anderson, *Language and Power. Exploring Political Cultures in Indonesia*, Cornell University Press, 1990.

2. Cf. par exemple *Saints of Atlas*, Weidenfeld and Nicolson, 1969.

demi-siècle de recul permet de mesurer l'importance de l'hégémonie intellectuelle du marxisme — et l'étendue de son effondrement ultérieur, pourtant si proche dans le temps, l'ouvrage le plus daté étant sans doute celui d'Anderson.

À partir de cette expérience forte, voire, pour les deux derniers, traumatique, chacun abordait la question redoutable — qui, jusque-là, n'était chez eux nullement prioritaire — armé d'une panoplie disciplinaire différente, Hobsbawm en historien, Anderson en anthropologue, Gellner en philosophe nourri des apports des sciences sociales. Les titres des trois ouvrages de référence indiquaient assez bien leur ambition et la nature de leur contribution. Le plus réservé était celui de Gellner, qui abordait la confrontation entre l'unicité du nationalisme et la diversité des nations comme un objet classique de philosophie politique. Le plus efficace¹ était celui d'Anderson, qui imposa universellement pour un temps la notion de « communauté imaginée », appliquée désormais à quantité d'aires culturelles, de la Baltique à l'Asie-Pacifique² — parfois au prix de la distorsion qui fait, par exemple, parler en français de communautés non pas « imaginées » mais « imaginaires »³, ce qui est loin d'être synonyme — et consacra l'essentiel de son effort à en décrire le fonctionnement et à en chercher l'origine, comme l'indique bien le sous-titre de son livre, qui se présente modestement comme un ensemble de « réflexions sur l'origine et la diffusion du nationalisme ». Le plus explicite sur sa démarche était, prévisiblement, Hobsbawm, dont le principal apport était dans sa capacité à analyser comparativement le « programme » nationaliste, premier élément d'un trip-

1. « La meilleure chose dans l'ouvrage de Benedict Anderson, c'est son titre » (Ernst Bernard Haas, « What is Nationalism and Why Should We Study it ? », *International Organization*, 40,3,1986, cité par Christine Chivallon, « Retour sur la "communauté imaginée" d'Anderson. Essai de clarification théorique d'une notion restée floue » (*Raisons politiques*, 27, août 2007).

2. Wojtek Jezierski, Lars Hermanson (ed.), *Imagined Communities on the Baltic Rim. From the Eleventh to Fifteenth Centuries*, Amsterdam University Press, 2016 ; Nor Faridah Abdul Manaf, Mohammad A. Quayum (ed.), *Imagined Communities revisited. Critical Essays on Asia-Pacific Literatures and Cultures*, IUUM Press, 2012.

3. La traduction française du livre est *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme* (La Découverte, 1996).

tyque où s'exprimait ensuite crûment la posture traditionnelle du clerc dans son rôle de dévoilement des apparences : « mythe et réalité ».

La clé des trois interprétations était à chercher dans l'économie, au travers de la forme sociale du capitalisme. Le plus culturaliste des trois auteurs, Anderson, était celui qui accordait la plus large place à la médiation et, plus en profondeur, à la technologie de la communication, allant jusqu'à forger le concept de « capitalisme d'imprimerie », pour rendre compte du rôle, décisif à ses yeux, de la diffusion de l'imprimé puis, ajouté en cours de route (réédition 1991), du trio réunissant « recensement, carte, musée » dans la construction de l'identification nationale. Gellner mettait, de même, l'accent sur l'instauration d'un système scolaire unificateur dans la construction du national mais pour lui le nœud était à chercher dans la substitution de l'industriel à l'agriculteur, la nouvelle distribution du travail entraînant une homogénéisation culturelle. La force de sa démonstration était de poser que « c'est le nationalisme qui crée les nations et non pas le contraire ». Sa faiblesse était de ne pas traiter, en fait, du national mais du nationalisme et d'établir un lien systématique entre l'émergence de celui-ci et celle de l'« industrialisme » — lien que même les lecteurs les plus indulgents eurent grand-peine à découvrir¹. Bien que venant d'un héritier de la philosophie politique la plus classique, de Kant à Weber, un tel résumé était, en fait, explicitement repris par Hobsbawm qui n'hésitait pas à enrôler Gellner au service d'une lecture marxiste orthodoxe faisant de la nation une superstructure émanant de la bourgeoisie capitaliste.

De tout ce qui précédait, les trois auteurs concluaient que si le national avait encore de beaux jours devant lui il était fatalement condamné par l'évolution générale des sociétés industrielles. Chez Gellner la conclusion du chapitre consacré à « l'avenir du nationalisme » posait qu'on pouvait « s'attendre à ce que le conflit nationaliste voie sa violence

1. Ainsi John Breuilly dans son introduction à l'édition — posthume — de 2006, chez Blackwell.

diminuer », chez Hobsbawm les nations, nées de la nécessité économique, étaient fatalement appelées à disparaître dans un monde en voie d'internationalisation.

On voit sans doute où se situe la fragilité de ces barages édifiés à la hâte et dans l'anxiété contre la montée d'une grande vague dont quarante ans plus tôt, aux yeux de ces auteurs, pourtant délégués par la société à la fonction d'observateur privilégié de ses tendances, rien n'augurait le retour. Cette fragilité, attestée par le décalage croissant entre ces théories et l'évolution des « sociétés modernes » dont elles prétendaient rendre compte, ne résidait pas dans leur démarche de déconstruction — la mieux documentée avait été due à Hobsbawm, inventant avec l'anthropologue Terence Ranger la notion d'invention de la tradition¹, particulièrement bien adaptée à l'analyse de la nation, comme on le verra plus loin — mais dans l'insuffisance d'une grille de lecture qui, par « infrastructure » biographique et par « superstructure » idéologique, se refusait à prendre en considération trois données hautement perturbatrices de la thèse. La première est préjudicielle à un questionnement qui assimile l'ordre du national à celui du nationalisme. Cette assimilation rend difficile (Anderson, Gellner) voire empêche (Hobsbawm) que soit prise toute la mesure de la violence qui accompagne l'émergence du national dans le débat public, comme aussi de la dimension, intrinsèquement démocratique, de sa revendication — celle-ci n'étant ni plus ni moins intégratrice et unifiante que, par exemple, celle d'une avant-garde de la classe ouvrière entendant parler et agir au nom de la totalité des « classes populaires », des « masses » ou — elle aussi — du « peuple ». La seconde infirmité de la théorie touchait à l'habitus clérical de ceux qui la défendaient — au point qu'elle peut alors apparaître comme auto-justificatrice —, en vertu duquel la fonction de dévoilement suffirait en soi pour miner à la base le système mis à nu. Le périodique retour en vogue du national témoi-

1. Eric Hobsbawm, Terence Ranger (ed.), *The Invention of Tradition*, Cambridge University Press, 1983 ; trad. fr. *L'invention de la tradition*, Amsterdam, 2012.

gnait pourtant de tout le contraire, résumable en quelques mots : pendant la déconstruction la construction continuait.

À ces objections situées en quelque sorte en amont et en aval de la thèse s'en ajoutait une troisième, qui touchait au fond de la thèse elle-même, posant comme donnée a priori la détermination « en dernière instance »¹ par l'économie. Les deux remarques précédentes semblent pourtant confirmer qu'à tout le moins sur le terrain du national il n'en est rien et que le culturel, au même titre que le politique, dispose d'une large autonomie par rapport aux déterminations économiques. C'était, d'ailleurs, la conclusion du Max Weber de *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*² — auteur dont Gellner paraissait faire grand cas —, à savoir qu'il y avait une certaine naïveté à chercher dans l'économico-social seul la source de l'économico-social, en ignorant souverainement tout ce qu'il devait à une source fondamentalement culturelle (dite ici « religieuse ») — en d'autres termes qu'un Luther ou un Calvin étaient plus utiles à l'intelligence des changements économiques de leur temps qu'un Médicis ou un Fugger.

Le destin ultérieur de ces trois penseurs est homologique de celui de leur pensée. Anderson continuera à investir prioritairement le terrain de ce qui, à l'époque de Soekarno puis de Soeharto, était le « Tiers Monde », soumis à des variétés, différemment colorées, de dictature. C'est là qu'il mourut, en 2015, dans un pays plongé dans une configuration typique du XXI^e siècle : un fragile régime de démocratie libérale, menacé en permanence par la violence fondamentaliste et les tensions ethniques. Gellner revint, lui aussi, « au pays ». Celui qui avait été pendant plus de vingt ans le professeur de philosophie de la London School of Economics accepta de retourner à Prague comme professeur à la Central Euro-

1. Cf. Friedrich Engels, lettre à Joseph Bloch du 21 septembre 1890, où l'économique reste la « base » de l'édifice, et aussi la formule paradoxale de Louis Althusser : « l'heure de la dernière instance ne sonne jamais », au cœur d'un livre qui s'emploie à sauver l'instance en question (*Pour Marx*, François Maspéro, 1966, p. 112).

2. Max Weber, *Die protestantische Ethik und der "Geist" des Kapitalismus* ; édition 1992 : Düsseldorf, Wirtschaft und Finanzen, 1992 ; trad. fr. *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme, suivi d'autres essais*, Gallimard, 2004.

pean University (CEU) de George Soros. Le dernier état de sa réflexion politique s'inscrit clairement dans une perspective libérale, en écho à Karl Popper (*Conditions of Liberty : Civil Society and its Rivals*)¹, et c'est là, dans cette ville qu'il avait quittée, contraint et forcé, en 1945, qu'il mourut un demi-siècle plus tard, directeur d'un Centre pour l'étude du nationalisme qui ne lui survécut pas, le reste de l'Université Soros se rapatriant intégralement sur Budapest, avec le destin politique que l'on sait. Celui qui avait écrit, dans *Nations et nationalismes*, qu'il ne pensait pas « que pour chaque nationalisme qui a, jusque-là, dressé sa tête hideuse, il y en ait encore neuf qui attendent en coulisses » devait se rendre à l'évidence : hideuses ou pas, les têtes s'étaient multipliées.

Le destin le plus éloquent fut celui d'Hobsbawm qui, lui, n'eut plus, à partir de 1989, de patrie où trouver le repos, réduit qu'il sera à publier des textes de pessimisme et de nostalgie, dominés par la conviction que la chute des régimes communistes d'Europe était non pas une bonne mais une très mauvaise nouvelle — « le siècle finit mal pour une très grande partie du monde »² — et acculé à l'aveu, contraire à toute la tradition marxiste dont il avait été l'un des plus remarquables hérauts, que le « futur est bien obscur ». Dans le monde académique occidental tout un lexique du désarroi se mit ainsi en place, assimilant le national à un « mystère » (Hobsbawm), à une « énigme »³. Apparemment ce sens de l'Histoire là n'était plus le bon.

CONTRESENS DE L'HISTOIRE

Au même titre que l'histoire économique, l'histoire politique présente la singularité de s'apparenter à cet oxy-

1. Hamilton, 1994. Cf. aussi, du même, *Postmodernism, Reason and Religion*, Routledge, 1992.

2. Entretien avec Antoine Spire, *Le Monde de l'éducation*, juillet-août 2001.

3. Marcel Détiéne, *L'identité nationale : une énigme*, Gallimard, 2010.

more : c'est, par définition, une histoire expérimentale. Une conjoncture fonde un type de régime, une autre le détruit. La Commune de Paris a duré soixante-douze jours. Cette éphémérité et la violence de son écrasement par les Versaillais en ont fait une référence positive dont peut continuer à se réclamer la gauche radicale — et, à la marge, aussi une partie de l'extrême droite, de tournure fasciste. Mais l'Union soviétique, elle, a duré soixante-douze ans. Sa chute finale, figure opposée de la chute de la Commune puisqu'elle est intervenue de manière non sanglante et à l'issue d'un long processus de désagrégation, a signifié pour les acteurs et les spectateurs du champ — les sociétés du défunt « bloc de l'Est » et les sociétés conviées à assister à ladite chute — l'échec d'un modèle politique. Cet échec s'est traduit en creux par le retour au pouvoir — puissance étatique et hégémonie culturelle — des deux grandes figures adverses dudit modèle : le libéral et le national. Mais la suite des événements a révélé que ces deux figures n'avaient pas, sur la moyenne durée d'un tiers de siècle, la même solidité et qu'en cas d'arbitrage les sociétés politiques privilégiaient la seconde.

« *Mouvements de libération nationale* »

Dès l'entrée de la décennie 1990 l'éclatement du bloc de l'Est — expérience, pour le coup, de « déconstruction » d'une ampleur sans précédent dans l'histoire de l'humanité — imposa une nouvelle géopolitique. Les anciennes démocraties populaires, dont la sujétion à l'URSS s'était vérifiée dès qu'elles étaient passées sous le contrôle militaire de Moscou, de la Mongolie de 1924 à la Tchécoslovaquie de 1948, retrouvèrent une autonomie politique qui se traduisit immédiatement par une série de restaurations, diplomatiques aussi bien que symboliques. On leur adjointra les trois États baltes, intégrés de force à l'Union soviétique en 1940, les trois « républiques socialistes des conseils » (Arménie, Géorgie, Ukraine) qui avaient pris entre 1919 et 1921

la place d'éphémères États indépendants nés de l'effondrement de l'Empire russe, et enfin toutes les autres républiques composant l'Union soviétique elle-même. On atteint ainsi un total de vingt-cinq États souverains nouveaux ou renouvelés : la fin de la Première Guerre mondiale n'en avait suscité ou ressuscité que sept¹. La victoire du principe national était si éclatante qu'elle se traduisit par l'adoption, de Varsovie à Douchanbé, du même schéma de nationalisation, y compris lorsque les nouvelles équipes dirigeantes étaient composées d'anciens militants et responsables communistes, métamorphosés en nationalistes standard, voire accentués (Azerbaïdjan, Biélorussie, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan...) et — dans tous les cas — instaurateurs de régimes autoritaires. À ces processus analogues, s'apparentant à une catégorie jusque-là non recensée par la science politique de mouvements de libération nationale — c'était pourtant bien de cela qu'il s'agissait —, s'en ajoutèrent d'autres qui consoquèrent avec le mouvement précédent mais qui conduisirent à la dissolution, en 1992, de deux créations étatiques de 1918, la Yougoslavie puis la Tchécoslovaquie : la dissolution de l'URSS avait donné le signal.

Que ce nouveau Printemps des peuples — beaucoup plus étendu et beaucoup plus réussi que celui de 1848 — n'ait pas été un phénomène en quelque sorte clos sur lui-même — une clôture qui, au reste, s'étendait de Berlin-Est à Vladivostock —, c'est ce dont témoigne l'évolution de la carte politique mondiale à partir de ce moment. Ainsi l'un des principes essentiels sur lesquels s'était fondée l'Organisation de l'unité africaine (OUA), à savoir l'intangibilité des frontières des États successeurs des entités coloniales et l'indivisibilité desdits États, fut-il abandonné en 1993 quand l'Érythrée fit reconnaître son indépendance, et plus encore en 2011 quand il en fut de même du Soudan du Sud. Que les revendications indépendantistes au succès le plus incertain

1. Auxquels on peut, à la rigueur, ajouter, en effet retard, deux États du Proche-Orient issus du dépeçage de l'Empire ottoman, l'Irak et la Transjordanie.

pussent être couronnées de succès, c'est ce que tendit aussi à prouver le destin du petit territoire du Timor oriental, ancienne colonie portugaise annexée par l'Indonésie en 1975, pesant seulement 1/250^e de la population de son occupant et qui, pourtant, bénéficiant d'une conjoncture internationale favorable, réussit un quart de siècle plus tard à se libérer de sa sujétion. Rien d'étonnant, dès lors, à ce que la conjoncture internationale des premières années du XXI^e siècle fût dominée par la montée de la vigueur indépendantiste dans la plupart des zones sensibles de la planète, ici issues de contentieux remontant au lendemain de la Première Guerre mondiale — le Kurdistan —, là faisant rejouer des problématiques que le travail unitaire des grands États européens paraissait avoir réglées — Catalogne, Corse, Écosse... Au-delà de ces espaces-temps dominés par une forte revendication identitaire c'est toute une nouvelle géopolitique qui se mit ainsi en place à partir de 1989, remettant en pleine lumière des conflits internationaux d'intensité variée, s'étageant de la « tension internationale » à la guerre ouverte, que la guerre froide avait solidifiés, les plus remarquables se situant significativement dans l'ancienne Russie d'Europe, du Caucase à l'Ukraine orientale en passant par la Crimée.

Au reste la relance de la dynamique nationale s'est déroulée en deux temps et, dans les deux cas, en adaptant la tradition nationale à la conjoncture dominante. Posons ici qu'à une ère progressiste a succédé, à partir du milieu des années 1970, une ère libérale. On ne s'étonnera pas de voir à cette époque accéder au pouvoir d'État des partis et des leaders associant libéralisme économique et nationalisme culturel, avec toutes les nuances qui peuvent distinguer, en même temps qu'elles les rapprochent, un Boris Eltsine d'un Silvio Berlusconi ou d'un Nicolas Sarkozy. Mais la démonstration est encore plus éclatante quand on aborde le cycle suivant, qu'on appellera ère populiste, dont on peut dater les débuts du milieu de la décennie 2010, moment du vote britannique en faveur du Brexit (juin 2016), suivi avant même la fin de l'année par l'élection de Donald Trump.

Si l'on admet la définition, proposée ailleurs¹, du populisme comme entreprise de popularisation de la droite par emprunt à la gauche du principe de la souveraineté populaire, le tout mis au service d'une représentation du monde autoritaire et identitaire, en d'autres termes comme une droite radicale dans un style de gauche radicale, il apparaît clairement que cette famille politique, au lieu d'instrumentaliser le national dans la perspective d'une instauration libérale, fonde sur lui l'ensemble de son projet. La référence constante à la grandeur nationale éclaire en effet tout à la fois le discours anti-élitiste de ces mouvements, leur politique de fermeture des frontières et, pour finir, le soutien qu'ils pouvaient trouver dans de larges secteurs des classes populaires. Au nationalisme des pays dominés répondait, un demi-siècle plus tard, le nationalisme des pays dominants, au séparatisme des régions pauvres, le séparatisme des régions riches. Dans la France des dernières années 2010 le recours aux symboles nationaux (le drapeau tricolore, *La Marseillaise*...) par le mouvement des Gilets jaunes ne surprit plus. Au sein de la gauche radicale occidentale l'hypothèse d'un « populisme de gauche », qui intégrerait, entre autres, la dimension nationale, fit son chemin. Libre aux analystes de découvrir toutes les nuances qui peuvent, là aussi, distinguer un Donald Trump d'un Boris Johnson, un Matteo Salvini d'un Viktor Orbán, un Narendra Modi d'un Rodrigo Duterte. Il n'est pas difficile d'en découvrir la source : on la trouvera tout entière dans les traditions politiques propres à chacun de ces pays. Ainsi plus que jamais le national rendrait-il compte du national. Ainsi une fin de l'Histoire laisserait-elle la place à des histoires. Ainsi un Charles de Gaulle, moqué à l'époque du Sens de l'Histoire pour avoir usé de concepts obsolètes comme celui de « Russe » aux lieu et place de « Soviétique », ou encore pour avoir opposé un refus catégorique à l'entrée du Royaume-Uni dans l'Union européenne, se retrouverait-il

1. Pascal Ory, *Peuple souverain. De la révolution populaire à la radicalité populiste*, Gallimard, 2017.

du même coup métamorphosé de la figure du réactionnaire en celle du visionnaire.

Une autre chronologie

Mais le contresens historique ne se limite pas à la conjoncture moyenne d'un demi-siècle. Tout faire partir de la chute de l'empire soviétique reste une perspective myope, quand elle n'est pas rendue aveugle par l'idéologie. Toute cette énergie nationale libérée à partir de 1989 s'éclaire, assurément, à la lumière de l'échec économique, social et culturel du modèle soviétique, faisant des « peuples » ainsi émancipés des agents rationnels testant les valeurs B après avoir vérifié l'impropriété des valeurs A. Mais s'arrêter à cette configuration est, en termes historiques, insuffisant. Une relecture à nouveaux frais de l'histoire du xx^e siècle, qui pouvait jusque-là être lue comme le siècle de la libération des dominés (mouvement ouvrier, décolonisation, émancipation féminine...), permet, en effet, de compléter ce tableau — en soi non récusable — par une autre périodisation, qui relativise les moments de rupture classiquement retenus jusque-là par l'historiographie établie.

Ainsi en est-il de 1917, qui ne résiste plus à la confrontation avec 1918 : en l'espace du court xx^e siècle — 1914-1989 — le monde politique qui est sorti de la révolution d'Octobre a été balayé par celui dont le congrès de Paris dessina les contours. Cette « Conférence de la Paix », qui entendait partager le monde après la chute des empires, est aujourd'hui bien oubliée. Obsédées par la confrontation avec l'Allemagne — qu'il s'agisse de diaboliser celle-ci ou, au contraire, d'en limiter l'humiliation —, plusieurs diplomaties n'y ont vu que le seul traité de Versailles. C'est pourtant du congrès de Paris que sont sortis, soit directement soit dialectiquement, l'Europe et l'Asie du xxi^e siècle, dès lors qu'on ramène chacun des pays de ces deux continents à l'essentiel de leur identification spatiale et politique. Le congrès des États souverains tenu à Vienne en 1815 avait signifié le triomphe du

principe de légitimité dynastique sur le principe de légitimité nationale, du droit des princes sur le droit des peuples. Toute l'histoire politique du siècle qui l'a suivi peut être, sans exagération, résumée dans l'effritement progressif de cet édifice, jusqu'à son effondrement total à l'issue de celle qui méritait bien, à cet égard, le nom de « Grande Guerre » — certainement plus grande, si on mesure ladite grandeur à ses effets durables et profonds, que la Seconde Guerre mondiale, survalorisée pendant quelques décennies par une grille d'analyse dominée par deux traumatismes : idéologiquement le trauma d'Octobre, éthiquement le trauma de la Shoah. En d'autres termes — et à rebours d'une intuition paresseuse —, le monde de 2020 descend beaucoup moins de 1945 que de 1919.

Tenu officiellement entre janvier et août de cette dernière année, réunissant vingt-sept États et parachevé par une série de cinq traités de paix¹, le congrès de Paris fut bien, comme ses initiateurs entendaient qu'il fût, l'inversion exacte de celui de Vienne. Il sanctionnait le parachèvement d'une histoire séculaire en officialisant la mort des grandes structures étatiques a-nationales — la russe, l'austro-hongroise, l'allemande et, de fait, l'ottomane — et reconnaissait dix souverainetés nationales, de la Finlande à la Yougoslavie². Clé de voûte de l'édifice, la première partie du traité de Versailles établissait, dans la continuité du dernier des « Quatorze points » du président Wilson et en reprenant la formule et le projet de Léon Bourgeois, une Société des nations qui n'était pas seulement un club d'États mais prévoyait dans son Pacte fondateur du 28 juin 1919, à l'article 22, ce cas de figure sans précédent dans l'histoire de l'humanité : une administration de « peuples non encore capables de se diriger eux-mêmes dans les conditions particulièrement difficiles du monde

1. Le dernier d'entre eux, le traité de Sèvres, n'entra jamais en vigueur. On verra qu'il fut pourtant, dialectiquement, à l'origine de la grande expérience nationale turque, sous l'égide de Mustafa Kemal.

2. On pourrait, pour la bonne forme, pousser le chiffre jusqu'à douze, en y incluant deux souverainetés internationales laissées en suspens mais pas dénuées d'avenir : la Russie et le Kurdistan.

moderne », assurément, mais sous conditions puisque définie par des « mandats », orientés par rien de moins qu'une « mission sacrée de civilisation », visant « le bien-être et le développement de ces peuples »¹. La première catégorie (« A ») des mandats appliquait solennellement cette conception évolutive en stipulant qu'elle comprenait « certaines communautés qui appartenaient autrefois à l'Empire ottoman » mais qui avaient « atteint un degré de développement tel que leur existence comme nations indépendantes peut être reconnue provisoirement ». Notons, dans le même ordre d'idées, que c'est après cette même guerre que la protection des « minorités » commença à s'inscrire dans des traités internationaux².

Le plus important était cependant ailleurs. Que la reconnaissance du principe national ne se limitât pas au camp des vaincus, c'est ce dont l'histoire de l'entre-deux-guerres allait fournir maintes preuves, dans la continuité d'un principe désormais mis en avant par certains leaders internationaux, le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Encore faut-il s'entendre sur la formulation, qui est entourée de légendes. On l'attribue communément au président Wilson, au prix d'une confusion entre son discours le plus connu, le 8 janvier 1918 devant le Congrès des États-Unis — les « Quatorze points » mentionnés plus haut —, où ne figure que le principe, beaucoup plus vague et donc moins contraignant, d'une « justice pour tous les peuples et toutes les nationalités » — distinction qu'il n'explicite pas — et le discours du 11 février suivant, où il énonce clairement que les « aspirations nationales doivent être prises en considération » et qu'« “auto-détermination” n'est pas une simple for-

1. L'auteur du système (résolution adoptée le 30 janvier 1919) n'est autre que l'homme d'État sud-africain Jan Christiaan Smuts. On retrouve sans peine dans l'exposé des motifs de l'article 22 le regard d'un Afrikaner sur les populations noires, mais on notera aussi que la « mission » conférée aux peuples avancés suppose que les peuples inférieurs finiront par « se diriger eux-mêmes ». Au soir de sa vie Smuts s'opposa au projet d'apartheid de son adversaire constant, le Parti national, qui le battit aux élections de 1948.

2. Cf. Dzovinar Kévonian, « Les juristes, la protection des minorités et l'internationalisation des Droits de l'homme : le cas de la France (1919-1939) », *Relations internationales*, 2012, 149.

mule » mais un « principe d'action impératif ». La formule du « droit des nations à disposer d'elles-mêmes » figure, en revanche, en bonne place dès 1914 dans une série d'articles de Lénine — passés évidemment à l'époque à peu près inaperçus —, parus dans la revue bolchevique légale *L'Instruction (Prosvêchtchénié)*. Même si ce texte prend la suite de plusieurs autres textes de dirigeants socialistes de divers pays allant dans le même sens — à commencer par une résolution votée en 1896 par le deuxième congrès de la II^e Internationale —, il pèse ici d'un poids beaucoup plus considérable, dans la mesure où il est signé de celui qui, moins de quatre ans plus tard, aura entre ses mains le destin de l'humanité. Mais que ce sens signifiât que la lecture internationaliste recélait une équivoque conduisant à un contresens, c'est ce que confirme l'évolution de la politique soviétique à l'égard des « nationalités »¹, dimension dont l'historiographie ne se saisit avec vigueur qu'à partir des travaux pionniers d'Hélène Carrère d'Encausse².

Du vivant de Lénine le nouveau pouvoir russe parut en effet mettre ses actes en accord avec les principes de 1914. Le mot d'ordre de l'« indigénisation » (*korenizatsiia*) des cadres, lancé en 1923, vint ainsi renforcer une politique promouvant les langues locales et, pour commencer, une très systématique cadastration linguistique, aménageant une pyramide d'oblasts autonomes, districts autonomes, républiques socialistes soviétiques autonomes et républiques socialistes soviétiques. Le sommet théorique de cette politique fut atteint dans les textes constitutionnels soviétiques qui proclamaient dès 1918 que la « République socialiste fédérative soviétique » de Russie était « fondée sur la libre union de nations libres » et, dès 1924, que chacune des autres républiques qui allaient composer l'URSS disposait du « droit de sortir librement » de

1. Georges Haupt, Michael Löwy, Claudie Weill, *Les marxistes et la question nationale*, Maspero, 1974 ; Ronald G. Suny, Terry D. Martin (ed.), *A State of Nations. Empire and Nation-Making in the Age of Lenin and Stalin*, Oxford University Press, 2001.

2. Hélène Carrère d'Encausse, *L'empire éclaté. La révolte des nations en URSS*, Flammarion, 1978. Complété par *Le grand défi : bolcheviks et nations, 1917-1930*, Flammarion, 1987 et *La gloire des nations ou La fin de l'empire soviétique*, Fayard, 1990.

l'Union (Constitution soviétique, article 4). L'évolution de l'URSS sur ce chapitre, dès le début des années 1930, fut de même nature que celle qui confronterait les articles de la Constitution stalinienne de 1936, garantissant, par exemple, la « liberté de conscience », la « liberté de la presse » ou l'« inviolabilité de la personne », et la réalité quotidienne du régime.

Dès l'origine il était patent qu'au-delà des principes cette politique, bien propre à troubler certains militants partisans d'une lecture plus antinationaliste qu'internationaliste, avait aussi pour objectif de faciliter la pénétration du bolchevisme dans une société dont le caractère multiethnique sautait aux yeux de ceux que n'aveuglait pas ce que Lénine qualifia, dans une lettre aux communistes géorgiens du 30 novembre 1922, le « chauvinisme grand-russien ». Dès 1913, dans une correspondance avec un bolchevique arménien, Stephan Chahoumian, il était en effet très clair : « Nous sommes pour les Jacobins contre les Girondins. [...] Le droit à la libre disposition est une *exception* (souligné) à notre prémisses générale, le centralisme. » C'est ce que disait à sa façon Staline, considéré comme l'expert bolchevique en la matière depuis son article de 1913 sur « Le marxisme et la question nationale », dont on a oublié qu'il servait d'abord à récuser les thèses des « austromarxistes » comme Otto Bauer ou des socialistes juifs polonais du Bund, défenseurs de l'idée d'une nation conçue comme autonomie culturelle, détachée de toute territorialité. Promu ultérieurement au statut d'ouvrage par la propagande stalinienne, l'article, applaudi par Lénine, s'appelait, au reste, dans sa première parution, « La question nationale et la social-démocratie », reprise du titre du livre de Bauer sur le sujet. Prenant la parole devant le X^e congrès du Parti communiste de Russie — le premier après la fin de la guerre civile et la victoire dudit parti — Staline posait sans fard non plus la théorie bolchevique mais la pratique de l'État soviétique quand il affirmait que l'« essence de la question nationale dans la RSFSR réside dans l'abolition de l'arriération actuelle (économique, politique et culturelle) que certaines nations ont héritée du

passé, afin de rendre possible pour les peuples arriérés de s'accrocher à la Russie centrale ».

C'est aussi le sens profond du « congrès des peuples d'Orient » tenu en 1920 à Bakou dans le cadre de l'Internationale communiste, qui accéléra la modélisation bolchevique en Asie mais engageait aussi, de ce fait, la centralisation autour de Moscou. Insensiblement le moyen — le parti, l'Internationale, la dictature du prolétariat — se substituait à la fin — l'émancipation conjointe des travailleurs et des colonisés. Dès cette année-là, il est vrai, et jusqu'à la chute de l'Union soviétique, les communistes accédant à la tête d'un État-nation n'eurent que deux voies qui s'offraient à eux, l'une et l'autre entièrement déterminées par les conditions de ladite accession.

Dans la plupart des cas celle-ci serait liée à la présence militaire de l'Armée rouge : ce schéma — la première voie — est déjà celui qui présida au basculement de l'Ukraine et de l'Arménie, fin 1920, puis de la Géorgie, début 1921. Dès 1924, il s'appliquait à un territoire extérieur à l'ancien Empire russe, la Mongolie-Extérieure. Suivirent, après la Seconde Guerre mondiale, les démocraties populaires. Le dernier exemple de ce modèle, purement impérialiste, n'est rien de moins que celui de l'Afghanistan, où les communistes prirent le pouvoir en 1978, première étape d'une guerre qui joua un rôle décisif dans l'effondrement de l'URSS.

La seconde voie réunit un plus petit nombre de pays mais parmi eux le plus peuplé de tous ceux qui furent officiellement dirigés par une organisation internationaliste : d'un côté l'Albanie et la Yougoslavie, de l'autre la Chine populaire, la Corée du Nord et les trois États indochinois, auxquels on peut adjoindre Cuba. Là aussi les conditions de la prise de pouvoir disent tout. Pas plus que pour la première catégorie il ne fut question d'un processus électoral : les huit conjonctures porteuses furent huit guerres, et toujours, si peu que ce soit, des guerres civiles. Mais autant de guerres remportées essentiellement par les combattants locaux, l'Union soviétique n'intervenant, au mieux, qu'en soutien périphérique et se révélant, du coup, incapable

d'écraser le communisme national de Josip Tito et d'Enver Hodja quand, en revanche, elle le put, grâce à la présence de l'Armée rouge, dans la Hongrie de 1954 ou la Tchécoslovaquie de 1968. Mais, de ce fait, ces huit expériences communistes mais extra-soviétiques apparaissent comme autant de cheminements spécifiques qui ont entre eux un point commun : au bout du compte, ce qu'elles comportaient de proprement marxiste fut jeté par-dessus bord. Demeure un « reste », partageable entre — en Europe — deux liquidations totales et — hors d'Europe — six essais, à l'avenir incertain, de construction d'un modèle politique original mais associant toujours étroitement autorité et nation.

Ce bilan, tiré un siècle après la révolution d'Octobre, rejoint celui qui peut être tiré de l'autre *xx^e* siècle, celui de la seconde émancipation, connue sous le nom de « Décolonisation » — on verra plus loin qu'elle est la deuxième d'une série de trois. Il le rejoint dans l'exacte mesure où certains analystes et certains militants ont longtemps pensé que les deux siècles se confondaient. Ils le pensaient parce qu'ils le souhaitaient : ainsi tant d'analyses ayant toutes les apparences de la rigueur témoignent-elles d'abord d'un *wishful thinking*. La convergence la plus spectaculaire fut la dernière, celle du FNL vietnamien. Mais cette spectacularité finale a obscurci le tableau. Car si l'histoire des décolonisations est celle d'une longue série de victoires du colonisé sur son colonisateur, c'est aussi, du point de vue national, le national du colonisé en révolte se heurtant au national du colonisateur. La victoire « révolutionnaire », réduite à sa modalité marxiste, fut, dans l'espace mondial, beaucoup plus limitée et, dans le temps, déclinante — jusqu'à un état proche de la disparition au début du *xxi^e* siècle. À la conférence afro-asiatique de Bandung, en 1955, aucun des cinq pays organisateurs n'est sous direction communiste et si, par la suite, le « tiers-monde » — formule inventée trois ans plus tôt — intégra plusieurs pays se référant explicitement ou implicitement au léninisme, force est de reconnaître que l'internationalisme prolétarien s'y est dilué peu à peu dans une configuration nationaliste-socialiste où le premier élé-

ment finissait par absorber l'essentiel du second. Ici c'est le compagnonnage de route avec le communisme qui s'interrompait (Indonésie, 1965), là c'est le régime apparenté qui tombait (Éthiopie, 1991), ailleurs c'est le régime lui-même qui évoluait vers un capitalisme autoritaire d'État, dont le modèle reste la Chine populaire, officiellement engagée à partir de 1978 dans une série de « modernisations » synonymes de libéralisation économique.

L'évolution du mouvement algérien offre en soi un remarquable résumé de ce glissement continu. Créée en 1926 l'Étoile nord-africaine (1926-1937) de Messali Hadj est initialement très proche du PCF puis son allié de plus en plus critique, avant de rompre complètement en 1937. Le Front de libération nationale de 1954 a beau se réclamer du socialisme et de l'internationalisme et, à ce titre, voir venir à lui, dans un premier temps, des personnalités situant clairement leur combat anticolonial dans une perspective mondiale, à l'instar de Frantz Fanon, le sens de son évolution après la victoire de 1962 tient tout entier dans un incessant recentrage autour d'une voie spécifiquement nationale, identifiable à la succession Ben Bella/Boumedienne/Bendjedid — trois militaires, de moins en moins révolutionnaires —, à l'accentuation de la politique d'arabisation, au rapprochement avec les États-Unis. Nombre d'itinéraires individuels illustreraient analogiquement ce glissement de l'anticolonial au national. Ainsi d'un artiste comme le Français René Vautier, résistant, membre du PCF, pionnier du cinéma anticolonialiste (*Afrique 50*, 1950), qui fut « l'homme à la caméra » du mouvement de libération algérien — son premier titre dans cette veine est intitulé : *Une nation, l'Algérie* (1954). Mais l'internationaliste Vautier était aussi d'origine bretonne et son retour progressif vers sa région natale, à partir de la chute de Ben Bella, en fit le créateur d'une Unité de production cinématographique de Bretagne (UPCB) de sensibilité nationaliste de gauche. En 1976, dans *La folle de Toujane*, il mettait en scène la prise de conscience d'un jeune Breton, soldat en Algérie, qui découvrait à son tour — et retour — la situation « coloniale » de sa région — le rôle était tenu par Gilles

Servat, en passe de devenir le chanteur identitaire breton le plus connu de sa génération.

Petits itinéraires singuliers, vastes mouvements collectifs : en vertu d'un paradoxe qui n'est qu'apparent — comme tous les paradoxes —, une lecture vraiment mondiale donne ainsi une autre périodisation au xx^e siècle, rythmée non par le rapport au social mais par le rapport au national. Le Royaume-Uni lui-même le vérifia sans tarder puisque, bien qu'il figurât au premier rang des puissances victorieuses, il se retrouva confronté dès les premières semaines du retour à la paix internationale, le 21 janvier 1919, pour être exact, au déclenchement de ce qui allait être la « Guerre d'indépendance » irlandaise. Trois ans plus tard le caractère incomplet — par la partition de l'île en deux entités — de la victoire nationaliste ne retirait rien à l'essentiel, à savoir la reconnaissance du principe d'une souveraineté irlandaise, relative en 1922 (*Irish Free State*) puis, quinze ans plus tard, absolue (indépendance de l'*Éire*), cent vingt ans après la première insurrection nationale (1798).

Encore s'agissait-il là du solde d'une vieille revendication européenne. En Afrique et en Asie les effets de 1918 ne se firent pas moins nettement et pas moins précocement sentir, et à l'échelle de trois des plus importants mouvements de libération nationale de l'histoire du monde. Instrumentalisé initialement par la diplomatie britannique, le mouvement national arabe, empêché en 1920 par la diplomatie française d'atteindre ses objectifs, put à terme s'épanouir sur le terrain, où il glissa insensiblement des stratégies de quelques familles princières œuvrant encore sous tutelle occidentale — Hachémites du Croissant fertile, Alaouites, au sens de descendants de Méhémet Ali, d'Égypte et du Soudan, dynasties des « États de la Trêve » (*Trucial states*) — à divers partis nationalistes s'inspirant du modèle occidental, souvent à vocation panarabe. Le premier grand parti national du monde arabe, le Wafd égyptien, naquit en novembre 1918 précisément du refus de la puissance tutélaire britannique d'admettre la présence d'une délégation (*wafd*) indépendantiste au congrès de Paris. Ce que l'historiographie égypt-

PASCAL ORY

Qu'est-ce qu'une nation ?

Une histoire mondiale

Oui, « qu'est-ce qu'une nation ? ». On reprend ici la question posée au XIX^e siècle par Ernest Renan en se plaçant dans une perspective résolument planétaire ; une autre manière de faire de l'histoire globale.

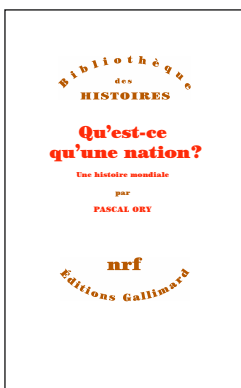
Car rien n'y fait : de la révolution d'Octobre à la pandémie de 2020, la nation, qu'on disait moribonde ou — pire — dépassée, est plus vivante que jamais. On ne compte plus, à la surface de la terre, les mouvements de « libération nationale », de l'Écosse à la Catalogne, de la Palestine au Kurdistan. Sans la nation comme clé d'interprétation, l'histoire du monde depuis trois siècles serait incompréhensible. Sans elle, l'irréductibilité de la Norvège ou de la Suisse, du Brésil ou de l'Afrique du Sud resterait opaque. Sans elle, le destin des puissances d'aujourd'hui, des États-Unis à la Chine, de l'Inde au Japon, devient illisible. Il n'y a rien de plus mondial que le national.

On la disait imaginée, voire imaginaire : elle est construite, assurément, mais ni plus ni moins que l'*international*, le *monde* ou l'*humanité*, toutes ces fictions utiles grâce auxquelles — et à cause desquelles — les individus et les sociétés vivent et meurent. Quant à son imaginaire, il touche à l'essentiel, puisqu'il est celui d'une rencontre entre l'identité et la souveraineté : un peuple y devient le Peuple.

Voilà pourquoi on a beau « déconstruire » la nation tous les matins, elle se reconstruit tous les soirs. Cette résistibilité aux vieilles prophéties religieuses ou laïques, libérales ou marxistes, méritait l'attention. Méritait un livre.

P. O.

Pascal Ory est professeur émérite à l'université Paris 1. Il interroge la nation depuis quarante ans, au travers de plusieurs ouvrages : La France allemande (1977) ; Une nation pour mémoire : Trois jubilés révolutionnaires, 1889-1939-1989 (1992) ; Du fascisme (2003) ; Dictionnaire des étrangers qui ont fait la France (2013). Son dernier ouvrage paru est Peuple souverain (Gallimard, 2017).



Qu'est-ce qu'une nation ?
Pascal Ory

Cette édition électronique du livre
Qu'est-ce qu'une nation ? de Pascal Ory
a été réalisée le 12 octobre 2020 par les Éditions Gallimard.
Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage
(ISBN : 9782072848070 - Numéro d'édition : 350848).
Code Sodis : U25545 - ISBN : 9782072848117.
Numéro d'édition : 350852.